

Bulletin d'histoire politique

Réseau réussir

André Boisclair



Volume 2, numéro 4, printemps 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063435ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063435ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Boisclair, A. (1994). Réseau réussir. *Bulletin d'histoire politique*, 2(4), 51–52.
<https://doi.org/10.7202/1063435ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Trudeau, selon Guy Laforest, a manqué de franchise et ne s'est pas toujours battu «à visière levée» comme il le demandait aux autres. Pendant la campagne électorale de 1980, il n'aborda pratiquement pas la question constitutionnelle, sauf à la fin et il déclara même que la réforme du fédéralisme serait impossible tant que le Parti québécois serait au pouvoir. Mais aussitôt après la défaite de l'option péquiste, il se lança dans les discussions constitutionnelles sur la réforme promise solennellement le 14 mai 1980. À cette dernière occasion, il a joué délibérément sur l'ambiguïté de la notion de renouvellement pour gagner les électeurs indécis.

Le professeur de Laval soutient aussi que Trudeau non seulement n'a pas respecté ses promesses, mais qu'il nous a légué des institutions injustes et illégitimes, la Charte des droits et libertés et la constitution de 1892. Il en montre l'illégitimité en s'appuyant sur la philosophie politique de Locke, selon laquelle le consentement du peuple est nécessaire pour asseoir la légitimité de l'autorité politique. Les institutions de 1982, écrit-il, ont été conçues sans le Québec et ont changé les règles du jeu en réduisant, sans son consentement, les pouvoirs de l'Assemblée nationale.

Il examine en détail et d'une façon convaincante les implications de la Charte et ses effets sur la société canadienne: non seulement la protection des libertés et des droits individuels, mais aussi le renforcement de l'unité nationale, l'homogénéisation des politiques nationales, la judiciarisation du système politique canadien et le renforcement des identités minoritaires (femmes, autochtones, handicapés, etc.).

Il est d'avis que Trudeau a joué un rôle dans le cafouillage de l'Accord du lac Meech. Ses interventions, ponctuelles de 1987 à 1990, ont été calibrées pour produire le maximum d'effets. La mort de l'entente, croit-il, a miné le reste de confiance que le peuple du Québec éprouvait encore à l'égard du fédéralisme. Le 23 juin 1990 a sonné en quelque sorte le glas pour le régime fédéral de 1867.

Guy Laforest aurait été encore sans doute plus pessimiste s'il avait rédigé son texte après l'accord de Charlottetown et le référendum qui devait y mettre fin. Comment encore croire au rêve dualiste canadien? Se sentirait-il encore incapable de l'abandonner? Comment proposer

encore ce nouveau projet de pays qu'il appelle Canada-Québec? et dont l'émergence serait pour lui possible à trois conditions: un nouveau partage des pouvoirs, la dualité des systèmes judiciaires et des chartes, la reconnaissance pleine et entière du Québec en tant que peuple ou société nationale distincte.

Maurice Pellerin
Reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

GROUPES DE RÉFLEXION

RÉSEAU RÉUSSIR

Le «**RÉSEAU RÉUSSIR**» constitue un regroupement qui a pour **vocation**:

1. Une vision de la souveraineté comme transition vers la mise en place progressive de nouveaux rapports entre les citoyens et les rouages de la vie politique;
2. une conscience aiguë des changements nécessaires à apporter au rôle de l'État face à l'implication du citoyen, à la dynamique institutionnelle et au renouvellement des valeurs de la politique;

Le «**RÉSEAU RÉUSSIR**» se donnera comme **objectif** d'identifier tous les moyens nécessaires, autant théoriques que pratiques, sociaux que politiques, culturels qu'économiques susceptibles de faire progresser le Québec vers un avenir mieux adapté aux aspirations nouvelles des citoyens.

Afin de réaliser son entreprise, le «**RÉSEAU RÉUSSIR**» engagera sa réflexion et son action autour de trois **axes**:

1. La rigueur du constat: cette discussion exige que le diagnostic lucide que nous devons poser sur les conditions de réussite de la transition soit non seulement courageux et audacieux, mais aussi qu'il soit à la fine pointe des études et analyses sur les nouveaux enjeux et problèmes de

société auxquels la prise de décision politique et la dynamique démocratique sont confrontés.

2. La cohérence de la démarche: c'est reconnaître à priori que le citoyen est le rouage principal du processus politique, c'est donc lui qui est l'acteur à l'origine du secteur qui lie l'État à la société. Cet état de fait est à la base du regard que nous posons sur la dynamique politique. Le réservoir inexploré des potentialités démocratiques est la responsabilité du citoyen seront le point de départ dans la recherche de solutions.
3. L'invention du politique: les solutions recherchées devront être réalisées et réalisables, cela va de soi. Cependant, la vision qui inspirera ces solutions devra être audacieuse pour être à la mesure de diagnostics rigoureux. La force de l'imaginaire autant que l'excellence de l'expertise seront les balises nécessaires de ce projet de renouvellement du et de la politique.

Le «**RÉSEAU RÉUSSIR**» organisera des rencontres sur le renouvellement des conceptions et des moyens et de toutes les voies qui amènent à la réussite d'un nouveau pays.

André Boisclair
Député P.Q.

RÉFLEXION-QUÉBEC

Il y a un an donc, nous avons mis sur pied un groupe de réflexion qui avait pour objectif de jeter un regard nouveau sur le Québec d'aujourd'hui, pour y faire une série de constats, cerner une série de problèmes, élaborer des ébauches de solutions et, espérons-nous, lancer un débat public sur les préoccupations réelles des Québécois et des Québécoises tout en étant mobilisateur auprès de cette même population. L'opinion publique aura fait que, sur ce point, les résultats ont dépassé toutes nos espérances.

Les travaux du Groupe de réflexion n'étaient pas exhaustifs mais étaient plutôt circonscrits à sept thèmes, soit:

- La démocratie;
- La gestion des finances publiques;
- L'économie;
- La santé et les programmes sociaux;
- L'éducation;
- L'identité du Québec;
- La Constitution.

Sous le titre «Un Québec responsable», le résultat des travaux du Groupe a été dévoilé le 5 novembre 1993, dans un document tabloïd accessible à tous à peu de frais.

Nous avons été et nous demeurons extrêmement fiers et satisfaits des travaux de ce groupe, qui réunissait des personnes de tous les milieux, de tous les âges et de toutes allégeances dans un processus qui se voulait certes politique, mais non partisan.

Le rapport du groupe Réflexion-Québec avait été préparé à huis clos, par des comités qui ne s'étaient jamais rencontrés entre eux. En le publiant, nous ne savions pas du tout quelle réception la population du Québec accorderait à ce rapport. Nous ne savions pas non plus quelle suite nous allions lui donner.

Parmi les gens ayant participé aux travaux du groupe, il s'en trouvait de chacune de ces trois tendances. Certains voulaient qu'on appuie sur l'accélérateur, d'autres voulaient qu'on appuie sur le frein, d'autres enfin voulaient qu'on passe au neutre et qu'on regarde le paysage en se laissant pousser.

Comme le rapport du groupe Réflexion-Québec était destiné d'abord et avant tout à la population québécoise, notre désir commun était de demeurer «connecté» avec les préoccupations populaires. C'est pourquoi nous avons créé le groupe Action Québec.

La voie étant tracée, certains membres du groupe Réflexion-Québec ont préféré ne pas continuer, d'autres se sont joints à nous.

Nous sommes partis avec notre baluchon ou plutôt notre série de diapositives, pour rencontrer des gens aux quatre coins du Québec. Pendant cette tournée, nous avons tenu de petites assemblées, d'autres plus importantes, durant